

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal, article R 610.5,

Vu le Code de la Route,

Considérant que lors de travaux de raccordement électrique, il convient afin d'assurer la bonne exécution du chantier et la sécurité des usagers, de réglementer la circulation et le stationnement allée Cassiopée et allée Andromède,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison de travaux de raccordement électrique, effectués par l'entreprise SOGEBE, du n° 1 au n° 5 allée Cassiopée, selon l'avancement des travaux, la circulation sera :

- * soit maintenue à sens unique mais rétrécie au niveau des travaux,
- * soit interdite à tous véhicules. Dans ce cas, une déviation sera mise en place par la société chargée des travaux, par l'allée Andromède dont le sens de circulation sera inversé, à partir du 27 juin 2023 jusqu'à la fin des travaux.

ARTICLE 2^{ème} :

L'arrêt et le stationnement sont interdits et considérés comme gênants au droit des travaux, le non-respect de ces dispositions entraînera la mise en fourrière des véhicules en infraction, à partir du 27 juin 2023 jusqu'à la fin des travaux.

ARTICLE 3^{ème} :

Ces dispositions seront portées à la connaissance du public au moyen d'une signalisation réglementaire mise en place par la société chargée des travaux.

ARTICLE 4^{ème} :

Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Chef de la Police Municipal, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale et les agents placés sous leurs ordres sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut être contesté :

- par un recours gracieux auprès du Maire de LONS dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,
- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noulibus - 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX), soit par le site : www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours par l'administration,
- par la saisine du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en application de l'article L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

En application de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, les délais et voies de recours suscités sont prorogés de deux mois à l'expiration d'une période d'un mois suivant la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire.

ARTICLE 5^{ème} :

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- S.D.I.S, pour information,
- Collecte des ordures ménagères, pour information,
- Entreprise SOGEBE, pour notification,
- Services Techniques Municipaux,
- La STAP, pour information,
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,

FAIT A LONS, le 23 juin 2023
Le Maire de LONS,



Nicolas PATRIARCHE